

1983 : ANNÉE CHARNIÈRE POUR LE FRONT NATIONAL

Jérôme Fourquet

07/03/2018

Si 1983 est resté dans la mémoire historique de la gauche comme la date du « tournant de la rigueur », cette année constitue également un moment charnière pour une autre famille politique, le Front national. À quelques jours du congrès de ce parti, Jérôme Fourquet analyse cette année particulière, notamment pour l'émergence du débat autour de l'immigration en France – un thème qui reste encore aujourd'hui le cœur du discours du Front national.

C'est au cours de cette année 1983 que des mouvements de fond, initiés précédemment, sont parvenus à maturité et sont apparus au grand jour. Par un phénomène d'accumulation d'événements de nature très différente, c'est au cours de cette année 1983 que la population issue de l'immigration maghrébine a véritablement accédé à la visibilité. Alors que cette population résidait en France depuis des années sans avoir acquis droit de cité, on allait assister à un surgissement brutal de ce groupe social dans le paysage et les représentations collectives. Qu'il s'agisse des longues grèves dans l'automobile, de la Marche des Beurs, de différents faits divers ou bien encore de films et de chansons, la France a subitement pris conscience cette année-là que cette population d'origine immigrée était partie intégrante du pays.

Cette prise de conscience allait avoir des répercussions durables et profondes notamment au plan électoral et idéologique. Alors que le combat gauche/droite était principalement polarisé autour des questions économiques et sociales, une autre dimension allait prendre de plus en plus de place dans le débat public : celle de l'identité, du rapport à la nation, du multiculturalisme et de la lutte contre le racisme. La montée en puissance de ce nouvel enjeu central va se matérialiser instantanément par la percée du Front national et la création en réaction de SOS Racisme en 1984. Alors que le parti fondé par Jean-Marie Le Pen en 1972 végétait et était jusqu'alors confiné à des scores marginaux, c'est ainsi en 1983 qu'il allait connaître ses premiers succès localement dans la ville de Dreux puis nationalement en 1984 lors des élections européennes, où il allait atteindre 10,9% des voix.

Revenir aujourd'hui sur l'année 1983, trente-cinq ans après ces événements, permet de dater et de

situer un point de basculement majeur dans l'histoire de la société française contemporaine. Dans son passionnant ouvrage, Jean-François Sirinelli revient sur ces cinq dernières décennies au cours desquelles la France a connu une série de transformations et de ruptures sans précédent dans son histoire qu'il s'agisse de la fin de la société ruralo-paysanne, du déclin des institutions structurantes que furent l'Église et le Parti communiste, de l'avènement de la société de consommation, de l'élévation sans précédent du niveau éducatif ou bien encore de la libération sexuelle. Mais l'auteur évoque à peine la transformation de la société française en une société multiculturelle sous l'effet de l'immigration, phénomène qui s'est également produit durant la période couverte par son livre. Cette mutation majeure a pourtant eu des répercussions multiples et ses effets se font sentir depuis plus de trente-cinq ans maintenant. Si la question économique et sociale, terrain d'affrontement traditionnel entre la gauche et la droite, n'a pas disparu, la question identitaire occupe depuis une place au moins aussi importante. Le retour en force du débat sur la laïcité auquel on assiste depuis quelques années n'en est qu'une des dernières illustrations.

Une autre conséquence de cette transformation démographique du pays réside dans l'enracinement à un niveau élevé depuis près de trente-cinq ans désormais, d'un parti d'extrême droite, le Front national, dans le paysage électoral français. Certains avaient théorisé (ou souhaité) que la percée de 1984 ne serait qu'un feu de paille comme le fut le mouvement poujadiste, trente ans auparavant. Le recul aidant, on constate qu'il n'en fut rien. Revenir sur cette année 1983, qui fut marquée par le surgissement de la question immigrée au cœur du débat public, et qui précéda d'un an l'émergence du Front national comme force politique de premier plan, nous permet donc de souligner et de rappeler que l'essor électoral de ce mouvement est consubstantiellement lié à cette question immigrée. Le Front national a décollé dans les urnes à partir du moment où la présence d'une population maghrébine sur notre sol est devenue pleinement visible. 1983 a donc préparé 1984. Et depuis trente ans, même si la rhétorique socialisante adoptée par Marine Le Pen ces dernières années est venue alimenter la dynamique, le ressort fondamental et premier du vote Front national a toujours été le rejet de l'immigration.

1983 : l'année où les immigrés et leurs enfants sont devenus pleinement visibles

Les grèves des OS immigrés dans l'automobile

Dans un contexte de restructuration de la filière sur fond de crise économique, le secteur de l'industrie automobile, qui employait une importante main-d'œuvre immigrée, allait connaître toute

une série de grèves extrêmement dures et marquantes durant la période 1982-1983. Le 22 avril 1982, à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, une première grève éclatait. Trois autres usines Citroën entreront ensuite dans le mouvement durant les cinq semaines que durera la grève, à Levallois, Asnières et Saint-Ouen. La fin de la grève, le 1^{er} juin, sera suivie par celle de l'usine Talbot de Poissy, grève qui donnera lieu à de violents affrontements entre grévistes et non-grévistes, encadrés par le syndicat-maison de la CSL, affrontements qui feront plusieurs dizaines de blessés. Les grèves reprendront ensuite au début de l'année 1983 dans les usines Renault (Billancourt, Flins) puis en fin d'année de nouveau à l'usine Talbot de Poissy. Ces conflits sociaux extrêmement marquants et très médiatisés constitueront un moment très important dans la visibilité progressivement acquise par la population immigrée en France. En effet, les revendications portaient à la fois sur des aspects salariaux traditionnels, mais prirent également une dimension religieuse comme l'atteste par exemple la banderole qui ornait le site de Poissy pendant le conflit : « 400 francs pour tous, 5^{ème} semaine accolée aux congés, 30 minutes pour le Ramadan, nous voulons être respectés ! ». Si l'Islam avait déjà acquis discrètement droit de cité dans les sites industriels automobiles du fait de la très forte présence d'ouvriers musulmans parmi les bataillons d'OS, ces conflits sociaux vont lui donner une visibilité sans précédent. Ainsi par exemple comme l'explique Vincent Gay, alors que la direction de Citroën-Aulnay et les membres du syndicat CSL hostiles aux grévistes sont retranchés dans l'usine, les grévistes occupent les parkings, qui deviennent alors des lieux de prière pour les ouvriers musulmans. Ces scènes filmées par la télévision dévoilent ainsi les pratiques religieuses de ces travailleurs jusqu'alors cantonnées aux seuls ateliers. Par ailleurs, des meetings organisés devant l'usine sont parfois entrecoupées de prières ou de harangues en langue arabe. Pendant ces longs mois de conflits violents, les représentations traditionnellement associées à la grève et à la lutte sociale (drapeaux rouges, calicots de la CGT) vont être recouvertes par d'autres images plus nouvelles dans l'imaginaire collectif celles de foules musulmanes, rappelant l'Iran de Khomeini et sa révolution islamique encore dans toutes les mémoires. Selon la formule de Vincent Gay, on va alors passer de la « peur du rouge à la peur du vert » avec le surgissement brutal de la question musulmane dans l'espace public.

La forte visibilité des ouvriers maghrébins et certaines de leurs revendications seront pour beaucoup dans cette prise de conscience, mais il convient également de souligner le rôle du discours politique et médiatique sur ces événements. *L'Expansion* publie ainsi par exemple le 3 janvier 1983 un article intitulé « L'automobile otage de ses immigrés. Aulnay, Poissy, Flins, comment la CGT récupère la révolte des musulmans ». Gaston Defferre, à l'époque ministre de l'Intérieur socialiste, évoqua le 26 janvier 1983 sur Europe 1 le rôle « d'intégristes et de chiites » dans ces grèves. Son Premier ministre, Pierre Mauroy, lui emboîte le pas quelques jours plus tard en déclarant que « les principales difficultés sont posées par des travailleurs immigrés [...] agités par

des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises » ». Le ministre du Travail Jean Auroux, lui aussi socialiste et ayant fait voté d'importantes lois sociales, indique quant à lui le 10 février 1983 dans le journal *L'Alsace* : « Il y a, à l'évidence une donnée religieuse et intégriste dans les conflits que nous avons rencontrés, ce qui leur donne une tournure qui n'est pas exclusivement syndicale. [...] Je m'oppose à l'institutionnalisation d'une religion quelle qu'elle soit à l'intérieur du lieu de travail. [...] les immigrés sont les hôtes de la France et à ce titre ont un double devoir : jouer le jeu de l'entreprise et celui de la nation » ; puis le même jour au micro de France Inter : « Lorsque des ouvriers prêtent serment sur le Coran dans un mouvement syndical, il y a des données qui sont extra-syndicales. [...] Un certain nombre de gens sont intéressés à la déstabilisation politique ou sociale de notre pays parce que nous représentons trop de choses en matière de liberté et de pluralisme ».

Signe parmi d'autres de l'écho très important qu'auront ces grèves dans l'opinion publique, Thierry Le Luron évoquera ces événements dans un de ses célèbres sketches : « Ma voiture, vous savez, celle qui est fabriquée en Afrique du Nord, à Aulnay-sous-Bois... Pour le débrayage, ils sont imbattables, chez Citroën ! Ils font les trois-huit : 8 heures d'arrêt de travail, 8 heures de grève et 8 heures de prière ».

Hormis les accusations de l'action d'une main étrangère, iranienne (ou libyenne pour certains), toutes ces réactions traduisent l'émergence d'une problématique jusqu'alors très peu présente et d'une population (les immigrés principalement d'origine maghrébine) jusque-là très peu visible. Alors que la France vivait encore dans l'idée que les travailleurs immigrés repartiraient un jour dans leur pays, ces mouvements ont fait prendre conscience que leur installation définitive était en cours. Ainsi, comme le souligne Denis Maillard, la revendication de pouvoir accoler la cinquième semaine de congés payés aux quatre autres au cours desquelles ils « rentraient au pays » illustre bien le fait que la grande majorité d'entre eux avaient acté qu'ils resteraient définitivement en France. Partant de ce constat, il devenait dès lors très important de pouvoir passer le plus de temps possible « au pays » pendant les vacances.

La Marche des Beurs

C'est également en 1983 qu'un autre événement marquera le surgissement de la population maghrébine dans le paysage. De la même manière que les grandes grèves dans l'industrie automobile avaient donné à voir le visage et le poids de la main-d'œuvre immigrée dans ce secteur économique, la Marche des Beurs, qui se déroule du 15 octobre au 3 décembre 1983, donne une visibilité sans précédent à la « deuxième génération ». À la suite d'affrontements récurrents entre des jeunes de la cité des Minguettes à Vénissieux et la police, certains jeunes créent l'association

SOS Avenir Minguettes et entament une grève de la faim pour protester contre la répression policière. Toumi Djaïda, président de l'association, sera blessé par police le 20 juin 1983. À la suite de ces événements, l'idée germe parmi ces jeunes et certains de leurs soutiens – dont Christian Delorme, le « curé des Minguettes » – d'organiser une grande marche pacifique comme celles de Gandhi et de Martin Luther King pour s'adresser à la France entière. Différents collectifs commencent à s'organiser et à se structurer un peu partout en France pour soutenir, accueillir ou participer à la Marche qui s'élance finalement le 21 octobre 1983 de Marseille. Au fil des étapes, le cortège grandit et les médias s'intéressent et relaient positivement cette initiative à tel point que, le 3 décembre 1983 à Paris, près de 100 000 personnes accueillent la Marche dans une ambiance festive.

Durant cette période, un crime raciste particulièrement odieux est perpétré et émeut la France. Dans la nuit du 15 novembre 1983, soit deux semaines avant la fin de la Marche, un jeune algérien, Habib Grimzi, est agressé par trois candidats à la Légion étrangère puis jeté du train reliant Bordeaux à Vintimille. « Le racisme est un cancer qui ronge les fondements démocratiques d'une société », déclare le porte-parole du gouvernement socialiste de l'époque, Max Gallo, qui dénonce un « acte particulièrement barbare ». Ce fait divers particulièrement atroce rentrera en écho avec le credo antiraciste porté par la Marche des Beurs.

En effet, au-delà des revendications précises sur les cartes de séjour et le droit de vote, les participants à cette Marche entendaient dénoncer les crimes racistes et les brutalités policières, mais il s'agissait plus largement de réclamer une place pour les personnes issues de l'immigration dans la société française. François Mitterrand reçut une délégation de « marcheurs » et annonça la création d'une carte de séjour unique de dix ans et le droit de vote pour les étrangers aux élections locales. Le sommet de l'État signifiait ainsi qu'il avait pris acte de l'existence des revendications d'un public nouveau, qu'on allait baptiser les « Beurs ». *Libération* appellera ainsi ce mouvement la « Marche des Beurs », contribuant à populariser ce terme qui fera son entrée dans les dictionnaires l'année suivante, cette entrée dans le vocabulaire courant et officiel symbolisant l'émergence de cette population dans les représentations collectives. Après les images des ouvriers maghrébins en grève dans l'automobile, l'actualité et la société française de cette année 1983 allaient ainsi être marquées par les images de ces jeunes Beurs et Beurettes défilant, le keffieh palestinien autour du cou, pour réclamer pleine intégration et reconnaissance. C'est à ce moment que la prise de conscience que l'avenir des immigrés se ferait en France est intervenue dans de larges pans de la population immigrée et pas seulement parmi les OS de l'automobile comme l'explique Salah Amokrane, membre du groupe toulousain Zebda : « Cette année-là, nous sommes passés des luttes d'immigrés aux luttes des quartiers. Les années 1983-1984, c'était la fin du mythe du retour. Nous avons été élevés dans cette idée-là et nos parents se sont construits dans cette idée-là ». Cette

nouvelle génération était française et comptait bien construire sa vie sur le sol français. L'approche générationnelle est décisive pour comprendre le surgissement de la question « beur » cette année-là. Comme le montre le tableau suivant, les participants à la Marche des Beurs, qu'ils soient originaires des Minguettes, de Marseille ou d'autres localités, appartenaient en effet tous à la même génération.

L'année de naissance de différents participants à la Marche des Beurs et leur âge au moment de la Marche

Nom des participants	Date de naissance	Âge lors de la Marche
Farid L'Haoua	1958	25 ans
Abed Touil	1959	24 ans
Fatima Mehallel	1962	21 ans
Toumi Djaidja	1962	21 ans
Djamel Attalah	1964	19 ans
Farouk Sekkai	1964	19 ans
Toufik Kabouya	1965	18 ans

Tous sont nés autour de 1960, en France pour quelques-uns et à l'étranger pour la plupart. Ils étaient enfants et adolescents dans les années 1960 et 1970 et sont demeurés dans ces années-là relativement invisibles aux yeux de l'écrasante majorité des Français qui n'habitaient pas dans ces quartiers de banlieues. Le début des années 1980 correspond à leur entrée dans l'âge adulte. C'est à partir de ce moment-là qu'ils ont commencé à se faire entendre et à faire parler d'eux soit *via* cette Marche, soit par exemple en montant sur scène comme le comique Smaïn, né en 1958 (cf. *infra*), soit au travers des premiers phénomènes de violences urbaines.

Jeunes des cités et crise des banlieues

L'année 1983 allait également être marquée par différents événements ou faits divers ayant pour cadre les banlieues populaires et mettant ainsi le projecteur sur la jeunesse immigrée vivant dans ces quartiers de grands ensembles. Comme on l'a vu précédemment, durant l'été 1983, le quartier des Minguettes à Vénissieux allait être secoué par des émeutes et des violences entre jeunes et forces de l'ordre. Les scènes de rodéos avec des voitures volées, d'incendies de véhicules et d'affrontements avec la police, qu'on allait ranger par la suite sous le vocable des violences urbaines, entraient en force dans les foyers français *via* la télévision qui couvrit largement ces événements.

Toujours sur la thématique des banlieues, on relèvera que le 9 juillet 1983, alors qu'il jouait avec ses amis avec des pétards, le jeune Toufik Ouannès, 10 ans, était abattu à la Cité des 4000 à La Courneuve par un voisin, agent de la RATP, excédé par le bruit. Ce fait divers eut un important retentissement dans le pays et contribua à mettre davantage sur le devant de la scène la question des quartiers de grands ensembles. Quelques jours après ce drame, François Mitterrand se rendit dans la cité et annonça une opération « Prévention été 1983 » dite aussi « Anti-été chaud », avec notamment le financement d'activités sportives et de découvertes pour les jeunes. Accompagné par l'architecte Roland Castro, le président de la République lance un vaste projet de réhabilitation de ces quartiers populaires, appelé « Banlieues 89 ». Même si des émeutes et des faits divers de ce type s'étaient déjà produits au cours des années précédentes, ces événements participèrent, d'une part, à la montée en puissance de la problématique de la « crise des banlieues » dans le débat public et l'imaginaire collectif et, d'autre part, à l'imbrication de la thématique de la jeunesse issue de l'immigration avec cette question de la « crise des banlieues ». Des événements qui jusqu'à présent avaient été spontanément rangés dans la rubrique des faits divers prenaient désormais une autre dimension. Comme le rappelle Corinne Bouchoux, *Le Monde* titre ainsi le 1^{er} juillet 1983 « La Courneuve : un mort qui accuse ». Dans les semaines qui suivront, ce journal de référence multipliera les articles sur l'islam, les musulmans de France et la vie dans les grands ensembles, contribuant à lier dans les représentations collectives les questions d'immigration et d'insécurité.

Le cas de La Courneuve est à ce titre symptomatique. Cette ville a en effet acquis très tôt le statut d'exemple emblématique de la crise des banlieues. Ainsi, dès mars 1971, la cité allait connaître des phénomènes de violence à la suite de la mort d'un jeune de 17 ans, atteint par deux balles tirées par le patron d'un bar, Le Narval. De nombreux effectifs de police et de gendarmes mobiles seront mobilisés pour maintenir le calme dans la Cité des 4000 car les autorités craignaient que les jeunes n'effectuent une expédition punitive contre le bar pour venger la mort de leur ami comme ils l'avaient annoncé. Mais la victime de ce fait divers, qui allait provoquer un premier épisode de

violence urbaine dans le quartier, n'était pas alors – nous sommes au début des années 1970 – issue de l'immigration, elle s'appelait Jean-Pierre Huet. Dix ans plus tard, comme on l'a vu, c'est le jeune Toufik qui décédait au pied de ces tours, inaugurant dans cette cité une triste litanie de faits divers, souvent très médiatisés, dont les jeunes victimes seront, dès lors, toujours issues de l'immigration.

- Le 5 juillet 1988, Ali Mahftoui, un jeune Algérien, est victime d'un accident de moto à la suite d'une course-poursuite avec une voiture de police. Il décédera quelques jours après l'accident. Sa mort entraînera des affrontements avec les jeunes du quartier, au cours desquels le centre commercial de la Cité des 4000 sera incendié.
- Le 22 juin 2003, c'est de nouveau un jeune d'origine immigré qui est victime d'un fait divers. Alors qu'il traîne devant son domicile de la Cité des 4 000, Kamel Houmani, 16 ans, est atteint d'une balle perdue dans le dos qui le laissera paralysé à vie.
- Le 19 juin 2005, Sidi-Ahmed Hammache, 11 ans, est touché par deux balles lors d'un échange de tirs entre deux bandes rivales pour le contrôle de points de deal dans la Cité des 4000. Le jeune garçon décède très vite. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, se rend sur place et déclare : « On va nettoyer au Kärcher la cité » – expression qui marquera durablement les esprits.

À Tourcoing, grâce à un minutieux et fastidieux travail de dépouillement de la presse locale (*Nord-Éclair*) sur la période courant de l'été 1982 à juin 1984, soit la période précédant la percée du Front national dans cette ville populaire du Nord, Bernard Alidières a également mis en lumière la forte prévalence des jeunes d'origine maghrébine dans la délinquance locale. Sur 57 articles évoquant de tels faits (cambriolages, vols à la tire, agressions, etc.) et dans lesquels le nom de l'auteur du délit était mentionné, dans 40 cas (soit une proportion de 70%) il s'agissait d'une personne issue de l'immigration maghrébine. C'est au début des années 1980 qu'a été enregistrée la montée en puissance de la délinquance dans les quartiers populaires avec un rôle significatif joué par une frange de la jeunesse immigrée dans ce phénomène. Au travers de la presse locale mais aussi des expériences quotidiennes, cette réalité nouvelle s'est également invitée dans le paysage et les représentations de la population française autour de cette année charnière de 1983.

Une visibilité croissante de la « deuxième génération » dans les productions culturelles

Parallèlement à la Marche des Beurs, aux grandes grèves dans l'automobile et aux violences urbaines, la visibilité croissante de la population maghrébine s'effectuera également sur le plan culturel en 1983. C'est en effet à la fin de cette année-là qu'allait sortir le film de Claude Berri, *Tchao*

Pantin. Porté par la présence de Coluche, le film rencontre immédiatement un véritable succès avec 3,8 millions de téléspectateurs et est primé l'année suivante à Cannes. Ayant pour cadre un Est parisien populaire et interlope, le film met en présence Coluche, en pompiste alcoolique représentant le prolétariat blanc, avec un jeune dealer maghrébin, Yousseff Bensoussan, joué par Richard Anconina. Si le thème des règlements de compte entre petits truands et d'une relation d'amitié se nouant entre deux personnages que tout oppose *a priori* n'était pas nouveau, *Tchao Pantin* contribua à diffuser dans un très large public certaines représentations sur une partie de la jeunesse maghrébine. Un certain nombre de sujets présents dans *Tchao Pantin* renseignent bien par ailleurs sur le climat de l'époque mais également sur les thématiques montantes qui allaient occuper une place importante dans le débat public au cours des années suivantes, qu'il s'agisse de la drogue avec les scènes de trafic à Barbès, de l'insécurité ou du racisme dans les milieux populaires et policiers, Lambert, le personnage joué par Coluche, étant un ancien policier.

La même année, le chanteur Renaud, alors au zénith de sa carrière, sortait l'album *Morgane de toi*, qui connut lui aussi un grand succès (2 millions d'exemplaires vendus). Pour la première fois, le chanteur engagé et populaire abordait la question de l'immigration avec une chanson intitulée *Deuxième génération*. Si Renaud avait consacré de nombreuses chansons à la France des quartiers populaires depuis le début de sa carrière, l'univers jusqu'alors décrit était celui des blousons noirs, de la *banlieue rouge*, des mobylettes et des troquets. Les héros, de Manu au fameux Gérard Lambert en passant par Angelo ou Dédé, appartenaient tous à un prolétariat blanc. Avec cette chanson, *Deuxième génération* (nous retrouvons d'ailleurs dans ce titre la question de la seconde génération comme symptôme de l'installation définitive de cette population immigrée), ce n'est plus de la banlieue à la Marjorin dont il est question, mais de l'histoire de Slimane, un jeune Beur de 15 ans vivant à La Courneuve et ayant passé « son CAP de délinquant ». Avec ses mots, Renaud décrit cette jeunesse qui n'envisage pas de retourner au pays mais qui peine à trouver sa place dans cette France du début des années 1980. Symboliquement, cette chanson, qui a pour cadre La Courneuve, met en scène le basculement démographique en train de s'opérer à cette époque dans les quartiers populaires où le poids de la population issue de l'immigration devient de plus en plus prégnant. Cette belle chanson évoque également la violence, le désœuvrement et la drogue. On retrouve ainsi toute une série de représentations sur le Beur de banlieue également présentes, on l'a vu, dans *Tchao Pantin*.

C'est également la même année que la France découvre le jeune humoriste Smaïn dans *Le théâtre de Bouvard*. Cette émission diffusée sur France 2 en *access prime time* à 19h45 bénéficiait, dans un paysage audiovisuel à l'époque assez restreint, d'une audience énorme. Et là aussi, dans un parterre de comédiens et chansonniers blancs, un jeune maghrébin prenait soudainement place.

Le profil et le look de Smaïn différaient sensiblement de ceux du Slimane de Renaud ou du Bensoussan de *Tchao Pantin*, mais un représentant de l'immigration maghrébine faisait brutalement irruption *via* la télévision dans le paysage et les représentations collectives cette année-là.

Au plan international : l'émergence de la menace islamiste

Au cours de cette année 1983, différents événements dans l'actualité internationale contribuent à installer ou à nourrir des représentations anxiogènes vis-à-vis du monde arabe et musulman dans l'opinion publique française. Ces événements et ces images angoissantes et violentes alimentent un bruit de fond régulier qui produit en quelque sorte un effet de stéréo avec les phénomènes précédemment décrits au plan intérieur matérialisant l'irruption de la réalité de la présence arabo-musulmane en France.

Si en 1983, l'URSS et le bloc soviétique constituent encore, et de loin, la principale menace géopolitique perçue (François Mitterrand prononçant en octobre 1983 sa fameuse phrase « je constate que les pacifistes sont à l'Ouest et que les euromissiles sont à l'Est »), différents événements ont progressivement donné corps à l'idée d'une menace nouvelle venant non pas de l'Est mais du Sud. La révolution islamique en Iran déclenchée en 1979 a un profond retentissement et l'Occident regarde avec stupéfaction ce réveil religieux musulman. Elle ouvre une période de troubles au Moyen-Orient et une guerre très meurtrière se déroule de 1980 à 1988 entre l'Irak et l'Iran.

Parallèlement à cela, un autre foyer de tensions s'était allumé dans la région avec la guerre du Liban débutée en 1975. Ce conflit allait prendre une intensité inédite en 1982 avec le siège de Beyrouth et, pendant toute cette période, les récits et les images de combats politico-religieux allaient pénétrer dans les foyers français alimentant l'idée d'une nouvelle guerre de religion entre chrétiens et musulmans. Mais l'idée d'un péril islamiste et la hantise du fanatisme religieux musulman allaient prendre pleinement consistance à l'occasion d'un épisode particulièrement sanglant durant cette guerre du Liban. Le 23 octobre 1983, deux attentats simultanés frappèrent en effet les forces occidentales d'interposition à Beyrouth. Le premier attentat tua 241 soldats américains et le second pas moins de 58 parachutistes français dans la destruction de l'immeuble dit Drakkar, qui servait de casernement au 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes. De par la nature de l'attaque (un attentat-suicide commis avec une camionnette bourrée d'explosifs) et du fait du nombre de victimes (l'armée française n'avait pas connu de telles pertes depuis la fin de la guerre d'Algérie), le choc fut immense dans l'opinion publique française. Pendant des jours, les images des ruines de l'immeuble tournèrent en boucle dans les médias nationaux. Revendiqué par l'Organisation du Jihad

islamique, cet attentat signalait l'émergence du péril islamiste intégriste. Alors que l'opinion publique et les militaires français avaient été habitués depuis plusieurs décennies à n'envisager la menace que comme pouvant venir de l'Est, un front Sud se dessinait sous leurs yeux.

Un autre foyer de menace s'alluma en effet en 1983 de l'autre côté de la Méditerranée avec l'intensification des combats au Tchad entre les forces gouvernementales et les rebelles soutenus par la Libye du colonel Kadhafi. Face à la progression des troupes libyennes, l'armée française déclenchera l'opération Manta durant l'été 1983 et plusieurs centaines de militaires tricolores seront engagés sur le terrain.

Quelques mois plus tard, à la fin du mois de décembre 1983, éclatèrent de violentes émeutes en Tunisie. À la suite de l'annonce de l'augmentation des prix des produits céréaliers (dont le pain et la semoule), les villes tunisiennes s'embrasèrent pendant plusieurs jours. Alors que la Tunisie de Bourguiba faisait figure de modèle de stabilité dans la région, ces événements qu'on appellera « les émeutes du pain » nourrirent aussi à leur façon l'idée latente d'une menace protéiforme venant du Sud et plus particulièrement du monde arabo-musulman entré en ébullition.

1983 : l'année où le Front national a enregistré ses premiers succès

Le coup de semonce de Dreux

C'est dans ce contexte à la fois intérieur et extérieur que le Front national prend son essor autour de la question de l'immigration en 1983-1984. Monica Charlot rappelait, dans un article pour la *Revue française de science politique*, que pour qu'un enjeu affecte le comportement électoral, trois conditions doivent être réunies : les électeurs doivent se sentir concernés par l'enjeu ; l'électorat doit être divisé sur l'enjeu ; les partis doivent prendre des positions différentes. Les deux premières conditions étaient manifestement remplies dès 1983. En fin politique, Jean-Marie Le Pen se chargea de faire advenir la troisième. Il expliqua ainsi sur Antenne 2, le 17 juin 1984, au soir de l'élection européenne : « Un peuple, c'est un être collectif qui a des passions, des émotions, des répulsions, qui a des espérances et des désespoirs. Le rôle des hommes politiques qui méritent ce nom, c'est d'interpréter tout cela et de mettre tout cela dans une forme compréhensible à la grande masse. [...] Ce n'est pas moi qui ai créé le problème de l'immigration, mais je m'honore d'avoir été le premier à l'avoir posé devant l'opinion publique et avoir forcé chacun à prendre ses responsabilités sur ce sujet ».

Pour reprendre la formule de Max Atkinson, qui avait travaillé sur les grands discours politiques mémorables du type « Ich bin ein Berliner » de John Kennedy, « J'ai fait un rêve » de Martin Luther King, ou « Vive le Québec libre » de Charles de Gaulle, le discours du Front national a alors porté car en 1983-1984, alors qu'il n'avait jusque-là rencontré aucun écho, il a dit « quelque chose de fort, au bon moment, au bon public et au bon endroit ».

C'est exactement la méthode que Jean-Pierre Stirbois, un des principaux lieutenants de Jean-Marie Le Pen, applique à Dreux lors des élections municipales de 1983. Cette ville d'Eure-et-Loir présentait un terrain tout à fait propice à cette stratégie. À partir du début des années 1960, sous l'effet d'un développement industriel et de sa relative proximité avec la région parisienne, Dreux allait connaître une mutation profonde avec la construction de quartiers de grands ensembles sur les plateaux Nord et Sud, en périphérie du vieux centre historique. Cette urbanisation rapide devait répondre à un afflux de population très important, la ville passant de 25 000 à 35 000 habitants en dix ans. Bon nombre de ces arrivants étaient des travailleurs immigrés accompagnés de leur famille et l'on estime à 20% environ le poids de cette population immigration dans la population en 1983. Dreux vécut donc dans les années qui précédèrent le scrutin municipal de 1983 un phénomène de surgissement soudain d'une population immigrée importante dans le paysage local. Mais fait intéressant, cette réalité demeura euphémisée dans le discours public et politique durant les années 1970. Comme le relate Corinne Bouchoux, dans le bulletin municipal il était alors uniquement question d'accueillir les « nouveaux Drouais ». À la veille des élections municipales de 1977, la tonalité du discours est ainsi la suivante : « Nous tenons à conserver une âme commune à tous les Drouais, anciens et nouveaux, aussi différents soient-ils d'âge, de situation et d'opinion ». Ni la question de l'immigration ni celle de la diversité ethnique croissante de la ville ne sont alors explicitement mentionnées. L'ambiance et les thématiques abordées lors des deux campagnes municipales de 1983 (l'élection de mars puis l'élection partielle de septembre) seront tout autres, comme l'a écrit Françoise Gaspard, la maire socialiste sortante : « La campagne avait porté, en tout et pour tout, sur la présence des immigrés dans la ville ». Aiguillonnés par leur leader local, les militants et sympathisants frontistes menèrent en effet une campagne très active multipliant les porte-à-porte et les tractages en se focalisant sur l'immigration et l'insécurité. Reprenant la formule de Jean-Marie Le Pen, Jean-Pierre Stirbois répétait en boucle « qu'il disait tout haut ce que les Drouais pensaient tout bas » et revendiquait une stratégie de dévoilement du « problème immigré ». La droite n'était pas en reste et la ville bruissait de rumeurs sur l'arrivée de nouveaux contingents d'immigrés ou de faits divers commis par ces mêmes immigrés. Pour répondre à ces rumeurs et ces attaques, la municipalité de gauche répliqua en se plaçant sur le même terrain comme en atteste cet extrait du bulletin municipal de mai 1982 : « Qui a fait venir les travailleurs immigrés à Dreux ? Qui y eût intérêt ? À coup sûr, pas la municipalité qui, depuis 1977 [*la gauche conquérant la mairie cette année-là*], a dû faire face à une situation créée par d'autres. Avant nous,

on avait, en revanche, fermé pudiquement les yeux, voire encouragé le mouvement autorisant la construction de foyers [...] À Dreux, le débat doit s'ouvrir et les masques doivent tomber afin que toute la vérité soit dite sur ce difficile problème. On verra alors qui a profité de l'immigration et qui en subit aujourd'hui les conséquences... ».

En pointant les responsabilités de la précédente municipalité et celles de certains chefs d'entreprise, proches de la droite, employant de la main-d'œuvre immigrée tout en critiquant la municipalité de gauche, cette dernière contribua à installer cette question de l'immigration au cœur du débat public local puis national, car l'élection partielle de Dreux en septembre 1983 fit figure de « test national » et bénéficia d'une très importante couverture médiatique. Au premier tour, la liste Front national emmenée par Jean-Pierre Stirbois récolta 16,7% de voix, ce qui constitua un premier coup de semonce.

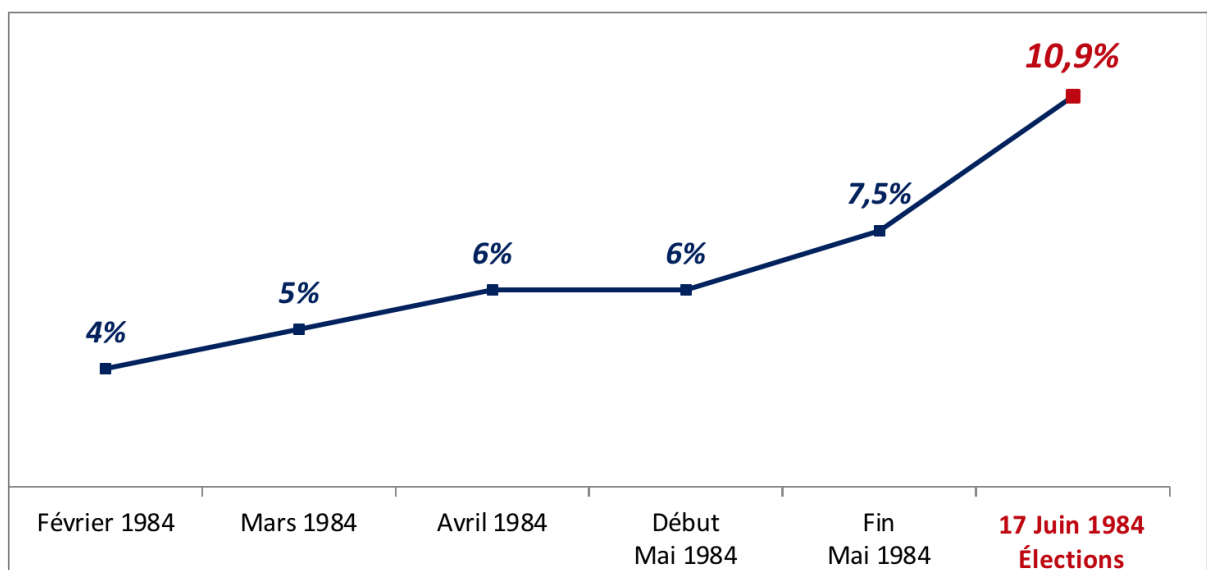
Un mois plus tard, une autre élection municipale partielle eut lieu à Aulnay-sous-Bois, commune de Seine-Saint-Denis, où résidait une importante population immigrée. Comme on l'a vu, une usine Citroën était implantée dans cette ville et ce site fut le théâtre d'une grève des OS immigrés quelques mois avant ce scrutin. Le Front national présenta une liste qui obtint 9,3% des voix au premier tour. Dans cette ville détenue par le Parti communiste depuis 18 ans, la tonalité de la campagne frontiste fut certes violemment anti-communiste mais se concentra d'abord, comme à Dreux, sur la thématique de l'immigration dont il fallait, selon les tracts distribués « inverser le courant... et d'abord expulser les immigrés, délinquants et criminels, ainsi que les clandestins (pour) donner la priorité d'emploi aux Français ». Dans une ville encore marquée par les images du violent conflit social chez Citroën, ces messages eurent un écho certain. Le score de cette liste fut quasiment identique dans le canton Sud, plus résidentiel (9,1%), et dans le canton Nord (9,6%), plus populaire. Ceci prouve que le Front national a su capter un électorat interclassiste polarisé sur la question de l'enjeu émergent de l'immigration. Mais c'est dans le quartier Paul Éluard, jouxtant l'usine et comptant de nombreux logements sociaux où résidaient des immigrés et des familles françaises ouvrières, dans le nord de la ville, que la liste enregistra son meilleur score (11,2%), suivi par le quartier voisin de Savigny (11%). Ce deuxième fait d'armes, quelques semaines après le coup de tonnerre de Dreux, annonçait la percée frontiste qui allait se produire lors des élections européennes un an plus tard.

La percée des européennes de juin 1984

Les succès électoraux obtenus lors de ces partielles monopolisant l'attention, le Front national, jusque-là formation politique marginale, se retrouva au centre de la scène. Les événements de cette année 1983 et ses premiers succès électoraux allaient lui servir de tremplin au moment de

s'engager dans la campagne des européennes. Bénéficiant du talent de tribun et de bateleur de Jean-Marie Le Pen, que bon nombre de Français découvrirent à ce moment-là, le Front national allait progressivement creuser son sillon et gagner en influence durant la campagne. Les enquêtes d'intentions de vote de l'Ifop enregistrèrent en effet une dynamique qui allait porter Jean-Marie Le Pen à pratiquement 11% des voix au soir des élections européennes.

Évolution des intentions de vote en faveur du Front national lors des européennes de juin 1984



Source : Ifop pour *Magazine Hebdo*.

Ce scrutin marquait l'émergence du Front national et l'apparition d'un nouvel électorat à côté de celui des forces politiques traditionnelles. Comme tous les nouveaux électeurs, celui du Front national était sociologiquement composite et agrégeait des électeurs venant d'horizons politiques divers. Mais si cet électorat était divers, ce qui en constituait le ciment est clairement apparu. L'analyse des motivations de vote des électeurs du Front national montre ainsi que ce sont les thématiques de l'insécurité et de l'immigration qui se placèrent en tête de leurs préoccupations, bien avant la question européenne qui était pourtant l'objet de ce scrutin et qui figurait en tête (avec le chômage) des sujets prioritaires pour l'ensemble des Français. L'électorat frontiste se distinguait donc du reste du corps électoral en affichant des préoccupations spécifiques et en pratiquant ce qu'on appelle un « vote sur enjeu ». Comme le montre le tableau ci-dessous, c'est sur le thème de l'immigration que l'écart avec la moyenne de la population était le plus élevé, avec un différentiel de 20 points. Alors que ce sujet ne s'était classé qu'en neuvième position des motivations de vote de l'ensemble du corps électoral, il arrivait au deuxième rang parmi l'électorat frontiste, au coude-à-coude avec le thème de l'insécurité auquel le discours de ce parti et ses électeurs l'associaient par ailleurs.

Les motivations de vote des électeurs du Front national et de l'ensemble des votants lors des élections européennes de 1984

	Ensemble des votants	Électeurs du Front national	Écart
L'insécurité	15%	30%	+15 pts
Les immigrés	6%	26%	+20 pts
Les libertés	19%	19%	–
Le chômage	24%	17%	-7pts
L'enseignement privé	10%	14%	+4pts
Le rôle de la France dans le monde	16%	11%	-5pts
Les inégalités	16%	10%	-6pts
L'Europe	25%	8%	-17pts
La hausse des prix	10%	6%	-4pts

Source : Sofres.

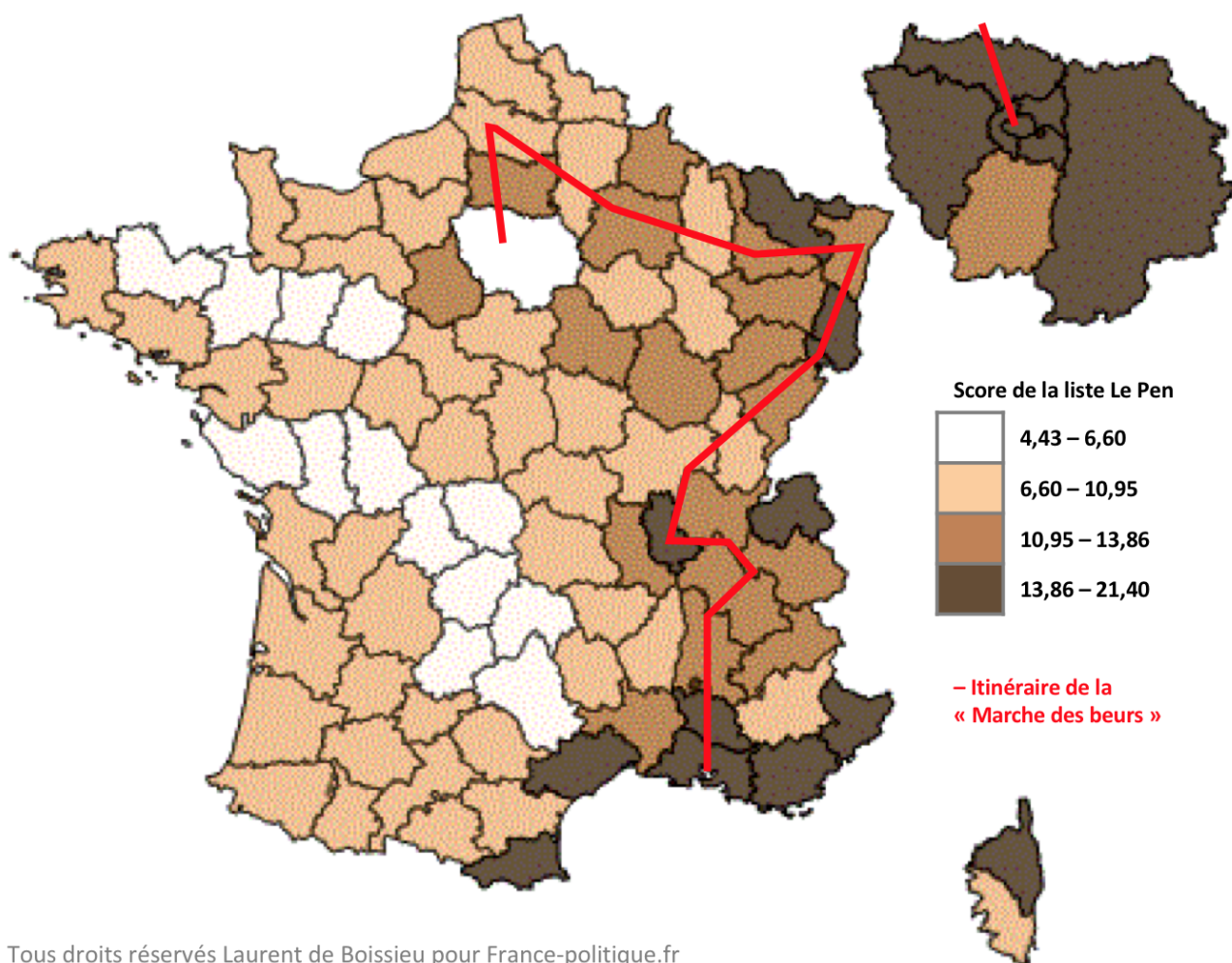
Ainsi, dès son émergence dans le paysage politique, l'électorat frontiste s'est caractérisé par une marque de fabrique particulière, la très forte sensibilité à l'immigration. Plus de trente ans plus tard, cet ADN spécifique est toujours en vigueur. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, la lutte contre l'immigration clandestine se plaçait en tête des enjeux ayant déterminé le vote des électeurs de Marine Le Pen (avec 92% de réponses « A été déterminant dans mon vote » ex aequo avec la lutte contre le terrorisme : 93%) sur une liste de 14 items proposés. Mais auprès de l'ensemble des votants, ce thème de la lutte contre l'immigration clandestine n'occupait que la neuvième et n'avait été déterminant que pour 50% des Français, soit un écart de 42 points avec

l'électorat frontiste.

La géographie du vote frontiste en 1984 traduit également la polarisation originelle sur la question de l'immigration de cet électorat en voie de cristallisation. Ce sont les départements du littoral méditerranéen, la façade Est du pays (de Rhône-Alpes à l'Alsace et la Lorraine) ainsi que l'Île-de-France qui se sont montrés les plus réceptifs au discours frontiste. Ces territoires correspondent à l'espace d'implantation de l'immigration extra-européenne. À l'inverse, la liste de Jean-Marie Le Pen obtient ses plus piètres scores dans le Massif central, en Bretagne ou dans les Pays-de-la-Loire, régions très peu concernées par l'immigration.

Élections européennes 1984

Score de la liste Le Pen (10,95% au niveau national)



On remarque par ailleurs que l'itinéraire de la Marche des Beurs en 1983, qui est partie de Marseille, avant de remonter la vallée du Rhône puis de traverser l'Alsace et la Lorraine et de terminer à Paris, s'est inscrite dans cette France de l'Est où était implantée l'immigration maghrébine et qui a constitué le premier espace où la percée frontiste s'est produite.

Si l'on change d'échelle et que l'on se place au niveau d'un département comme celui de l'Eure-et-Loir, on constate également une forte correspondance entre les foyers d'implantation du lepénisme et la présence immigrée. Lors des européennes de 1984, la liste franchit la barre de 15% des inscrits dans les trois cantons de Dreux ainsi que dans celui d'Anet, limitrophe de Dreux. Le score demeure élevé (entre 12% et 15% des inscrits) dans la première couronne de cantons autour de Dreux : Brézolles, Senonches, Châteauneuf-en-Thymerais. On passe ensuite à un niveau de 9 à 12% dans la partie centrale du département et les scores les plus faibles (entre 6 et 9% des inscrits) sont enregistrés dans les cantons situés les plus au sud du département (Authon-du-Perche, Cloyes-sur-le-Loir, Orgères-en-Beauce, etc.) qui se trouvent être les plus éloignés de Dreux et de son importante communauté immigrée.

Si l'on zoome davantage encore et que l'on descend au niveau des bureaux de vote de la ville de Dreux comme l'a fait Jean-Philippe Roy, on constate que ce n'est pas dans les quartiers du centre-ville historique que le FN a enregistré ses meilleurs résultats mais dans les quartiers périphériques et populaires situés sur les Plateaux Nord et Sud. Ce sont les quartiers du Plateau Sud, et notamment celui des Chamards, qui concentrent la majeure partie de la population immigrée. Cette population est logée dans les HLM bâtis dans les années 1960 à proximité immédiate des cités-jardins, quartiers de petites maisons individuelles avec jardin, construits dans l'entre-deux guerres pour y loger une population ouvrière. Urbanistiquement, la population historique de ces petits pavillons éprouve un sentiment d'encerclement vis-à-vis de ces tours et barres d'immeubles qui ont poussé comme des champignons tout autour d'eux. La proximité voire la confrontation avec une population ethniquement différente provoque par ailleurs un choc culturel très violent attisant le vote en faveur du Front national. Dès 1984, dans le cas emblématique de la ville de Dreux, on voit donc apparaître un « effet de lisière » qui aboutit à un sur-vote important pour le Front national dans les quartiers populaires et pavillonnaires jouxtant des quartiers de grands ensembles à forte population immigrée. Cet « effet de lisière » fonctionne toujours aujourd'hui, comme nous l'avons par exemple montré dans le cas de villes comme Marseille, Perpignan ou Mulhouse.

Depuis trente-cinq ans maintenant, le rapport conflictuel à l'immigration constitue donc le carburant essentiel du vote en faveur du Front national. L'émergence électorale de cette force

politique au cours des années 1983-84 nous permet de dater assez précisément le moment où ce nouvel enjeu s'est imposé dans le débat public pour ne plus le quitter depuis. La rémanence dans le débat des questions de l'immigration, de l'intégration et désormais de la place de l'islam tout comme le maintien à un niveau élevé du vote Front national peuvent certes s'analyser comme l'effet d'une instrumentalisation de ces thématiques par certains acteurs politiques. Mais pour reprendre le terme employé par Jean-François Sirinelli, on peut aussi les voir comme les symptômes d'une autre *révolution française*, celle du basculement de la société française en une société multiculturelle, mutation initiée il y a près de trente-cinq ans maintenant et qui constitue un phénomène aux conséquences au moins aussi profondes que les multiples transformations survenues en France depuis cinquante ans analysées dans son livre par Jean-François Sirinelli.

La société allemande est, elle aussi, confrontée de longue date au développement du multiculturalisme avec l'arrivée d'une nombreuse main-d'œuvre immigrée durant les Trente Glorieuses. Mais compte tenu du traumatisme qu'a constitué l'expérience nazie, l'Allemagne semblait immunisée vis-à-vis de l'extrême droite. Un parti, l'Alternative für Deutschland (AfD), a émergé il y a quelques années à l'occasion de la crise de la zone euro, autour de la thématique du retour au mark. Mais avec le règlement de cette crise et notamment du dossier grec, l'AfD semblait en perte de vitesse à tel point qu'à l'été 2015 ce mouvement n'était plus crédité que de 3 à 4% des voix. La crise des migrants allait brutalement changer la donne. L'AfD fit rapidement de cette question son nouveau cheval de bataille et sous l'effet des arrivées massives de migrants à l'automne 2015, les intentions de vote en faveur de ce parti se mirent à grimper significativement. Elles atteignirent 11% en janvier 2016 au lendemain des événements de la Saint-Sylvestre à Cologne. En dépit d'a-coups liés à l'actualité mouvementée de ce parti, il allait dès lors se stabiliser autour du seuil des 10% pour terminer à 13% lors des élections législatives de septembre 2017.

Tout se passe comme si un processus similaire à celui qu'a vécu la France durant l'année 1983 s'était produit en Allemagne au cours de la période 2015-2016, avec les mêmes répercussions électorales à la clé.